

Table des matières

Volume • 1

PARTIE I - ACCIDENTS DU TRAVAIL

10 avril 1971. – LOI sur les accidents du travail (<i>Mon. 24 avril 1971</i>)	2	18 juillet 1973. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la réparation en faveur des juges suppléants aux justices de paix, des juges suppléants aux tribunaux de police, des juges suppléants aux tribunaux de première instance, des juges suppléants aux tribunaux de commerce et des juges suppléants aux tribunaux du travail, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail (<i>Mon. 27 juillet 1973</i>)	57
19 octobre 1944. – ARRÊTÉ DU RÉGENT concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail (<i>Mon. 26 octobre 1944</i>)	22	29 janvier 1975. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la réparation, en faveur des huissiers audienciers, auxiliaires des cours et des tribunaux, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail (<i>Mon. 4 février 1975</i>)	57
3 juillet 1967. – LOI sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public (<i>Mon. 10 août 1967</i>)	22	30 décembre 1976. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 59bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 15 janvier 1977</i>)	57
24 janvier 1969. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la réparation, en faveur de membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail (<i>Mon. 8 février 1969</i>)	28	30 décembre 1976. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de certaines dispositions de l'article 59quater de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 15 janvier 1977; Err. Mon. 6 mars 2002</i>)	57
12 juin 1970. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des personnes morales de droit public et des entreprises publiques autonomes, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail (<i>Mon. 18 juin 1970</i>)	32	30 décembre 1976. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 45quinquies, 60 et 60bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 15 janvier 1977</i>)	59
7 juin 2007. – ARRÊTÉ ROYAL modifiant l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public et des entreprises publiques autonomes, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail (<i>Mon. 19 juin 2007</i>)	33	7 décembre 1978. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la réparation en faveur de certains accompagnateurs des autocars scolaires, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail (<i>Mon. 18 janvier 1979</i>)	59
13 juillet 1970. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la réparation, en faveur de certains membres du personnel des services ou établissements publics du secteur local, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail (<i>Mon. 1^{er} septembre 1970</i>)	34	10 août 1987. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions spéciales pour l'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail aux sportifs (<i>Mon. 26 août 1987</i>)	60
25 octobre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL étendant le champ d'application et fixant les règles spéciales d'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 4 novembre 1971</i>)	37	10 décembre 1987. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités et les conditions de l'entérinement des accords par le Fonds des accidents du travail (<i>Mon. 29 décembre 1987</i>)	60
5 novembre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la réparation en faveur des conseillers sociaux, des juges sociaux, des juges consulaires et de leurs suppléants, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail (<i>Mon. 11 décembre 1971</i>)	37	10 décembre 1987. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux allocations accordées dans le cadre de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 6 janvier 1988</i>)	61
26 août 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la prise en charge et au paiement des frais, des indemnités et des rentes en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles survenues aux membres du personnel de la police intégrée (<i>Mon. 24 septembre 2003</i>)	37	24 décembre 1987. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 42, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, relatif au paiement des allocations annuelles, des rentes et des allocations (<i>Mon. 6 janvier 1988</i>)	64
21 décembre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 28 décembre 1971; Err. Mon. 7 janvier et 29 mars 1972</i>)	38	19 octobre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 23, alinéa 1 ^{er} , de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 27 avril 1994</i>)	66
21 décembre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités du calcul et de la perception de la cotisation prévue à l'article 59, 1 ^o , de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et destinés au Fonds des accidents du travail (<i>Mon. 31 décembre 1971</i>)	54	17 octobre 2000. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions et le tarif des soins médicaux applicable en matière d'accidents du travail (<i>Mon. 22 novembre 2000</i>)	66
21 décembre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les allocations et l'assistance sociale accordées par le Fonds des accidents du travail (<i>Mon. 31 décembre 1971; Err. Mon. 7 janvier 1972</i>)	54	12 mars 2003. – ARRÊTÉ ROYAL établissant le mode et le délai de déclaration d'accident du travail (<i>Mon. 2 avril 2003</i>)	67
28 décembre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles spéciales d'application aux gens de mer de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 31 décembre 1971</i>)	56	25 novembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 39bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 14 décembre 2004</i>)	67
		7 juin 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 59quinquies de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (<i>Mon. 29 juin 2007</i>)	68
		8 juin 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution, en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles dans le secteur public, de certaines dispositions de la loi du 11 avril 1995 visant à instituer «la charte» de l'assuré social (<i>Mon. 22 juin 2007</i>)	68

23 décembre 2008. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail en matière de risques aggravés de manière disproportionnée (*Mon. 30 décembre 2008*).....

69

PARTIE II - ASSISTANCE PUBLIQUE ET AIDE SOCIALE

6 août 1909. – LOI relative à la stabilité des emplois dépendant des établissements publics de bienfaisance et des monts-de-piété (*Mon. 11 août 1909*).....

72

10 mars 1925. – LOI organique de l'assistance publique (*Mon. 20 mars 1925*).....

73

19 mars 1971. – LOI sur la composition des commissions communales d'assistance publique (*Mon. 23 mars 1971*).....

73

27 juin 1956. – LOI relative au Fonds spécial d'assistance (*Mon. 22 décembre 1956*).....

78

2 avril 1965. – LOI relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique (*Mon. 6 mai 1965; Err. Mon. 25 mai 1965*).....

79

8 juillet 1976. – LOI organique des centres publics d'action sociale (*Mon. 5 août 1976; Err. Mon. 26 novembre 1976*).....

84

8 juillet 1976. – LOI organique des centres publics d'action sociale (*Mon. 5 août 1976; Err. Mon. 26 novembre 1976*).....

107

8 juillet 1976. – LOI organique des centres publics d'action sociale (*Mon. 5 août 1976; Err. Mon. 26 novembre 1976*).....

133

8 juillet 1976. – LOI organique des centres publics d'action sociale (*Mon. 5 août 1976; Err. Mon. 26 novembre 1976*).....

151

22 novembre 1976. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics locaux d'aide sociale (*Mon. 2 décembre 1976*).....

172

9 mars 1977. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux chambres de recours instituées par la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale (*Mon. 25 mars 1977*).....

173

9 mars 1977. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions de nomination des travailleurs sociaux dans les centres publics d'aide sociale (*Mon. 25 mars 1977*).....

174

23 mars 1977. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la désignation de receveurs régionaux pour les centres publics d'aide sociale (*Mon. 28 décembre 1977*).....

174

14 juin 1978. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions et les limites pour la fixation du cautionnement à fournir par les receveurs locaux des centres publics d'aide sociale (*Mon. 27 juin 1978*).....

174

14 juin 1978. – ARRÊTÉ ROYAL portant des règles pour la nomination de receveurs régionaux à la fonction de receveur local dans un centre public d'aide sociale (*Mon. 30 juin 1978*).....

175

9 mai 1984. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 100bis, § 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (*Mon. 24 mai 1984*).....

175

27 mars 1987. – ARRÊTÉ ROYAL étendant le champ d'application de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence à des personnes ne possédant pas la nationalité belge (*Mon. 7 avril 1987*).....

176

26 août 1988. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités de l'élection du conseil de l'aide sociale dans les communes visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons (*Mon. 31 août 1988*).....

177

20 décembre 1988. – ARRÊTÉ ROYAL étendant le champ d'application de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence aux mineures d'âge enceintes (*Mon. 29 décembre 1988*).....

178

22 août 1989. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux avances sur pensions alimentaires dues aux enfants et au recouvrement de ces pensions (*Mon. 26 août 1989*).....

178

22 août 1989. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'intervention de l'Etat en matière d'avances sur pensions alimentaires et de recouvrement de ces pensions (*Mon. 26 août 1989*).....

178

11 juillet 1991. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'article 4 de l'ordonnance relative au droit à la fourniture minimale d'électricité (*Mon. 23 octobre 1991*).....

179

11 juillet 1991. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'article 8 de l'ordonnance relative au droit à la fourniture minimale d'électricité (*Mon. 23 octobre 1991*).....

179

21 janvier 1993. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 62bis, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale (*Mon. 9 février 1993*).....

179

21 janvier 1993. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions et modalités de la concertation visée à l'article 26, § 2, de la loi du 8 juillet 1976, organique des centres publics d'aide sociale, modifiée par la loi du 5 août 1992 (*Mon. 9 février 1993*).....

179

17 mars 1994. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 2, § 1^{er}, 1^o, alinéa 6, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les commissions d'assistance publique (*Mon. 22 avril 1994*).....

180

9 mai 1994. – DÉCRET du Conseil de la Communauté germanophone relatif aux habitations destinées à l'accueil d'urgence (*Mon. 13 octobre 1994*).....

180

1^{er} décembre 1994. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté germanophone relatif aux habitations destinées à l'accueil d'urgence (*Mon. 12 août 1994*).....

181

30 janvier 1995. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL réglant le remboursement par l'Etat des frais relatifs à l'aide accordée par les centres publics d'aide sociale à un indigent qui ne possède pas la nationalité belge et qui n'est pas inscrit au registre de population (*Mon. 3 mars 1995*).....

181

20 décembre 1996. – DÉCRET du Parlement flamand réglant le rôle de la Commission consultative locale dans le cadre de la livraison minimale d'électricité, de gaz et d'eau (*Mon. 8 février 1997*).....

182

24 juillet 1997. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand réglant l'agrément et le subventionnement des centres d'aide intégrale aux familles (*Mon. 27 novembre 1997*).....

183

16 septembre 1997. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la composition et au fonctionnement de la commission locale d'avis en matière de la fourniture minimale d'électricité (*Mon. 15 novembre 1997*).....

185

9 décembre 1997. – ACCORD de coopération concernant le mode de répartition des frais des receveurs régionaux et le mode de prélèvement de la contribution dans ces frais par les administrations, conclu à Bruxelles entre l'État, la Communauté flamande, la Région wallonne et la Communauté germanophone (*Mon. 26 août 1999*).....

187

28 avril 1998. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la politique flamande de l'intégration (*Mon. 19 juin 1998*).....

187

24 décembre 1999. – LOI portant des dispositions sociales et diverses (*Mon. 31 décembre 1999*).....

189

26 mai 2002. – LOI concernant le droit à l'intégration sociale (*Mon. 31 juillet 2002*).....

190

11 juillet 2002. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale (*Mon. 31 juillet 2002*).....

197

4 septembre 2002. – LOI visant à confier aux centres publics d'aide sociale la mission de guidance et d'aide sociale financière dans le cadre de la fourniture d'énergie aux personnes les plus démunies (*Mon. 28 septembre 2002*).....

203

7 novembre 2002. – ORDONNANCE (de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-capitale) relative aux centres et services de l'aide aux personnes (*Mon. 27 novembre 2002*).....

203

21 février 2003. – LOI créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances (<i>Mon. 28 mars 2003</i>)	205	26 février 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant dispositions générales applicables aux organisations agréées à bénévolat à part entière et aux organisations à bénévolat auxiliaire (<i>Mon. 19 mars 2010</i>)	255
20 mars 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités d'exécution de l'article 15, alinéa 4, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale (<i>Mon. 31 mars 2003</i>)	208	1 ^{er} décembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions minimales de l'enquête sociale établie conformément à l'article 19, § 1 ^{er} , de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale (<i>Mon. 14 mars 2014</i>)	256
21 mars 2003. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la lutte contre la pauvreté (<i>Mon. 11 juin 2003</i>)	209	1 ^{er} décembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conditions minimales de l'enquête sociale établie conformément à l'article 9bis de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale (<i>Mon. 14 mars 2014</i>)	256
21 septembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL visant l'octroi d'une prime d'installation par le centre public d'action sociale à certaines personnes qui perdent leur qualité de sans abri (<i>Mon. 5 octobre 2004</i>)	210	12 mai 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 2, § 1 ^{er} , 1 ^o , alinéa 6, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale (<i>Mon. 17 juin 2014</i>)	257
5 décembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 68quinquies, § 4, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (<i>Mon. 13 décembre 2004</i>)	211		
20 janvier 2005. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de fonctionnement et de financement d'un Fonds social mazout (<i>Mon. 24 janvier 2005</i>)	211	PARTIE III - HANDICAPÉS	
21 décembre 2006. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale portant approbation de l'accord de coopération entre la Région de Bruxelles-capitale et la Commission communautaire commune relatif à l'aide sociale aux ménages dans le cadre de la libéralisation des marchés de l'électricité et du gaz, signé à Bruxelles le 21 septembre 2006 (<i>Mon. 9 janvier 2007</i>)	214	16 avril 1963. – LOI relative au reclassement social des handicapés (<i>Mon. 23 avril 1963</i>)	259
6 novembre 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et les communes de Wallonie (<i>Mon. 26 novembre 2008</i>)	214	5 juillet 1963. – ARRÊTÉ ROYAL concernant le reclassement social des handicapés (<i>Mon. 13 juillet 1963</i>)	262
6 novembre 2008. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française (<i>Mon. 26 novembre 2008</i>)	215	10 novembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 81 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés (<i>Mon. 14 novembre 1967</i>)	273
12 décembre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française (<i>Mon. 23 décembre 2008</i>)	217	6 mars 1968. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités et conditions d'agrégation des médecins-spécialistes en réadaptation en matière de reclassement social des handicapés (<i>Mon. 30 avril 1968</i>)	275
19 décembre 2008. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à l'organisation des centres publics d'aide sociale (<i>Mon. 24 décembre 2008</i>)	219	17 octobre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités d'introduction des demandes d'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés (<i>Mon. 6 novembre 1969</i>)	276
3 avril 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution et entrée en vigueur du décret du 19 décembre 2008 relatif à l'organisation des centres publics d'aide sociale, et portant diverses dispositions relatives au personnel, aux finances et à l'organisation des centres publics d'aide sociale (<i>Mon. 29 avril 2009</i>)	251	17 octobre 1969. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les modalités de la révision visée à l'article 6 de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 (<i>Mon. 6 novembre 1969</i>)	276
5 juin 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant statut pécuniaire du mandataire local et provincial (<i>Mon. 19 juin 2009</i>)	252	20 octobre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités du recours formé contre l'arrêté du gouverneur de province, relatif à des demandes d'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés (<i>Mon. 6 novembre 1969</i>)	276
12 novembre 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant les conditions minimales pour le cadre organique et le régime de mandats du personnel des centres publics d'aide sociale et portant les conditions minimales pour certains aspects du statut de certains groupes du personnel des centres publics d'aide sociale (<i>Mon. 3 décembre 2010</i>)	252	17 novembre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés (<i>Mon. 19 novembre 1969</i>)	276
25 juin 2010. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif au cycle de politique et de gestion des communes, des provinces et des centres publics d'action sociale (<i>Mon. 7 octobre 2010</i>)	252	23 décembre 1970. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions d'agrégation des établissements, des homes et des services de placements familiaux pour handicapés (<i>Mon. 30 janvier 1971</i>)	281
22 décembre 2008. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 29 décembre 2008; Err. Mon. 14 janvier 2009</i>)	253	23 décembre 1970. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de la suspension ou du retrait de l'agrégation des établissements, des homes et des services de placements familiaux pour handicapés (<i>Mon. 30 janvier 1971</i>)	282
27 mars 2009. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'allocation de chauffage octroyée par le centre public d'action sociale dans le cadre du Fonds social mazout (<i>Mon. 18 mai 2009</i>)	254	24 décembre 1974. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux allocations ordinaires et spéciales de handicapés (<i>Mon. 28 décembre 1974; Err. Mon. 5 février 1975</i>)	282
3 avril 2009. – DÉCRET du Parlement flamand relatif au bénévolat organisé dans le domaine politique «Welzijn, Volksgezondheid en Gezin» (<i>Mon. 17 septembre 2009</i>)	254	20 novembre 1975. – ARRÊTÉ ROYAL étendant aux personnes de nationalité étrangère l'application des dispositions de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés (<i>Mon. 1^{er} janvier 1976</i>)	284
		25 février 1985. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Communauté française organisant le contrôle des valeurs mobilières appartenant à des personnes handicapées bénéficiaires du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés (<i>Mon. 4 avril 1985</i>)	285
		9 février 1987. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Communauté française pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés (<i>Mon. 8 avril 1987</i>)	286
		27 février 1987. – LOI relative aux allocations aux personnes handicapées (<i>Mon. 1^{er} avril 1987</i>)	291

6 juillet 1987. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration (<i>Mon. 8 juillet 1987</i>)	295	3 juillet 1967. – LOI sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public (<i>Mon. 10 août 1967</i>)	339
5 mars 1990. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles le paiement des arriérés des allocations aux handicapés est étalé (<i>Mon. 5 avril 1990</i>)	298	28 mars 1969. – ARRÊTÉ ROYAL dressant la liste des maladies professionnelles donnant lieu à réparation et fixant les critères auxquels doit répondre l'exposition au risque professionnel pour certaines d'entre elles (<i>Mon. 4 avril 1969</i>)	339
5 mars 1990. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'allocation pour l'aide aux personnes âgées (<i>Mon. 5 avril 1990</i>)	299	5 janvier 1971. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles dans le secteur public (<i>Mon. 19 janvier 1971</i>)	341
27 juin 1990. – DÉCRET du Conseil flamand portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées (<i>Mon. 8 août 1990</i>)	302	12 janvier 1973. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles en faveur de certains membres du personnel des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes, des associations de communes, des centres publics d'aide sociale, des centres publics intercommunaux d'aide sociale, des services, établissements et associations d'aide sociale et des caisses publiques de prêts (<i>Mon. 13 février 1973</i>)	343
3 juillet 1991. – DÉCRET (du Conseil de la Communauté française) relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées (<i>Mon. 30 juillet 1991</i>)	308	17 juillet 1974. – ARRÊTÉ ROYAL octroyant des allocations à certains bénéficiaires des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970 (<i>Mon. 24 juillet 1974</i>)	345
28 juillet 1992. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif aux services d'accompagnement des personnes handicapées adultes (<i>Mon. 22 septembre 1992</i>)	310	20 juillet 1979. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions que les élèves et étudiants doivent remplir afin que le bénéfice de la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles leur soit garanti (<i>Mon. 6 octobre 1979</i>)	346
4 mars 1999. – DÉCRET de la Commission communautaire française relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées (<i>Mon. 3 avril 1999</i>)	310	10 décembre 1987. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de paiement des indemnités dues en vertu des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970 (<i>Mon. 29 décembre 1987</i>)	346
22 mai 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière des allocations aux personnes handicapées (<i>Mon. 27 juin 2003</i>)	314	26 septembre 1996. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la manière dont sont introduites et instruites par le Fonds des maladies professionnelles les demandes de réparation et de révision des indemnités acquises (<i>Mon. 9 octobre 1996</i>)	346
17 mars 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la régie de l'aide et de l'assistance à l'intégration sociale de personnes handicapées et à l'agrément et le subventionnement d'une «Vlaams Platform van verenigingen van personen met een handicap» (Plate-forme flamande d'associations de personnes handicapées) (<i>Mon. 16 juin 2006</i>)	318	1 ^{er} juillet 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la proposition de cessation de travail à faire aux personnes atteintes ou menacées par une maladie professionnelle (<i>Mon. 13 juillet 2006</i>)	348
17 juillet 2006. – ARRÊTÉ ROYAL exécutant l'article 4, § 2, de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées (<i>Mon. 28 août 2006</i>)	321	11 mai 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du chapitre VI, du titre IV, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 portant création d'un Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (<i>Mon. 29 mai 2007</i>)	349
18 juillet 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'intégration professionnelle des personnes atteintes d'un handicap à l'emploi (<i>Mon. 3 octobre 2008</i>)	321	17 mai 2007. – ARRÊTÉ ROYAL fixant l'entrée en vigueur de l'article 44 de la loi du 13 juillet 2006 et portant exécution de l'article 62bis des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970 (<i>Mon. 11 juin 2007</i>)	350
30 avril 2009. – ARRÊTÉ 2009/76 du collège de la Commission communautaire française instaurant une prime à l'engagement en vue de favoriser l'intégration professionnelle des personnes handicapées (<i>Mon. 29 mai 2009</i>)	326	9 mai 2008. – ARRÊTÉ ROYAL portant création au sein du Fonds des maladies professionnelles d'un Comité technique chargé de la prévention des maladies professionnelles (<i>Mon. 29 mai 2008</i>)	351
22 octobre 2009. – ARRÊTÉ du collège réuni (de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-capitale) relatif à la reconnaissance des personnes handicapées ainsi qu'à leur admission au sein de centres et services relevant de la compétence de la Commission communautaire commune (<i>Mon. 7 janvier 2010</i>)	327	27 septembre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL réglant les modalités de perception et de répartition des cotisations de sécurité sociale dues par les victimes des maladies professionnelles, bénéficiaires des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970 (<i>Mon. 9 octobre 2015; Err. Mon. 4 novembre 2015</i>)	351
7 septembre 2012. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant des mesures visant à soutenir de jeunes adultes handicapés vulnérables (<i>Mon. 12 octobre 2012</i>)	327		
12 mai 2014. – LOI relative à la reconnaissance de l'aidant proche aidant une personne en situation de grande dépendance (<i>Mon. 6 juin 2014</i>)	328		

PARTIE IV - MALADIES PROFESSIONNELLES

3 juin 1970. – LOIS COORDONNÉES relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci (<i>Mon. 27 août 1970</i>)	329
18 janvier 1964. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution des articles 57 et 59 de la loi du 24 décembre 1963 relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci (<i>Mon. 28 janvier 1964</i>)	338
10 mars 1965. – ARRÊTÉ ROYAL réglant la cessibilité et la saisissabilité des indemnités dues aux victimes de maladies professionnelles ou à leurs ayants droit (<i>Mon. 30 mars 1965</i>)	339

X

PARTIE V - PENSIONS DE RÉPARATION ET PENSIONS DE DÉDOMMAGEMENT EN CE COMPRIS LES BIENS DES JUIFS SPOLIÉS

19 août 1947. – LOI relative à la preuve testimoniale en matière de dommages causés aux personnes, résultant de la guerre de 1940 (<i>Mon. 30 août 1947</i>)	353
5 octobre 1948. – LOIS COORDONNÉES sur les pensions de réparation (<i>Mon. 17 octobre 1948; Err. Mon. 29 octobre 1948; Err. Mon. 13 octobre 1973</i>)	353
15 juin 1949. – ARRÊTÉ DU RÉGENT déterminant la procédure devant les commissions des pensions de réparation (<i>Mon. 21 juillet 1949</i>)	361

26 juillet 1952. – LOI portant modifications aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (<i>Mon. 22 août 1952</i>)	363	11 juillet 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au délai de prescription en matière de paiement des pensions et à la rectification des décisions entachées d'une erreur et à la rectification d'erreurs commises dans l'exécution d'une décision (<i>Mon. 22 septembre 2003</i>)	395
15 mars 1954. – LOI relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit (<i>Mon. 2 avril 1954</i>)	363	22 mars 2001. – LOI instituant la garantie de revenus aux personnes âgées (<i>Mon. 29 mars 2001</i>)	396
6 juillet 1964. – LOI tendant à apporter certains aménagements aux lois relatives aux pensions, allocations et indemnités des victimes civiles de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit (<i>Mon. 24 juillet 1964</i>)	364	11 mai 2005. – ARRÊTÉ ROYAL précisant la définition de la notion de «personnes qui vivent dans une communauté» en exécution de l'article 7, § 4, de la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées (<i>Mon. 20 mai 2005</i>)	398
25 mars 1954. – ARRÊTÉ ROYAL réglant les conditions d'octroi de l'indemnité spéciale pour l'aide d'une tierce personnes aux victimes civiles de la guerre 1940-1945 (<i>Mon. 9 avril 1954</i>)	375	23 mai 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général en matière de garantie de revenus aux personnes âgées (<i>Mon. 31 mai 2001</i>)	400
25 mars 1954. – ARRÊTÉ ROYAL réglant la procédure pour l'application de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et leurs ayants droit (<i>Mon. 9 avril 1954</i>)	376	11 juillet 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au délai de prescription en matière de paiement des pensions et à la rectification des décisions entachées d'une erreur et à la rectification d'erreurs commises dans l'exécution d'une décision (<i>Mon. 22 septembre 2003</i>)	401
25 mars 1954. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la date de la revision du taux d'invalidité reconnu aux victimes civiles de la guerre 1940-1945, avant le 1 ^{er} janvier 1954 (<i>Mon. 9 avril 1954</i>)	380		

PARTIE VI - RÉPARATION DES DOMMAGES SURVENUS AU CONGO

14 avril 1965. – LOI organisant une intervention financière de l'État du chef de dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance (<i>Mon. 26 mai 1965; Err. Mon. 1^{er} juin 1965; Err. Mon. 5 octobre 1976</i>)	381
23 octobre 1965. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le système de priorités pour l'instruction des demandes d'intervention financière de l'Etat du chef de dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance et portant création de la Commission spéciale des priorités d'urgence (<i>Mon. 24 décembre 1965</i>)	386
17 décembre 1965. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL établissant un ordre de sous-priorité dans le chef des bénéficiaires d'une priorité pour l'instruction des demandes introduites sur base de la loi du 14 avril 1965 organisant une intervention financière de l'État du chef de dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo, à l'indépendance (<i>Mon. 24 décembre 1965</i>)	387
19 juillet 1966. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités d'estimation des dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance (<i>Mon. 2 septembre 1966</i>)	387
3 octobre 1966. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'indemnisation des dommages causés aux biens meubles d'usage courant ou familial, en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance (<i>Mon. 26 novembre 1966</i>)	388
11 janvier 1967. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les plafonds des revenus de certaines personnes physiques admises au bénéfice de l'intervention financière de l'Etat du chef de dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance (<i>Mon. 26 janvier 1967</i>)	388

PARTIE VII - REVENUS GARANTIS AUX PERSONNES ÂGÉES

1 ^{er} avril 1969. – LOI instituant un revenu garanti aux personnes âgées (<i>Mon. 29 avril 1969</i>)	389
29 avril 1969. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées (<i>Mon. 1^{er} mai 1969</i>)	392

PARTIE VIII - SÉCURITÉ SOCIALE

Chapitre premier. Dispositions générales

28 décembre 1944. – ARRÊTÉ-LOI concernant la sécurité sociale des travailleurs (<i>Mon. 30 décembre 1944; Err. Mon. 25 janvier 1945</i>)	411
20 juillet 2006. – Loi-programme (<i>Mon. 28 juillet 2006</i>)	417
17 juillet 1962. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités suivant lesquelles sont arrondies, en cas de fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume, les limites de rémunération pour le calcul des cotisations de sécurité sociale (<i>Mon. 21 juillet 1962</i>)	420
28 mars 1964. – LOI intégrant l'allocation complémentaire de vacances dans le régime des vacances annuelles des travailleurs (<i>Mon. 3 avril 1964</i>)	420
27 juin 1969. – LOI révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (<i>Mon. 25 juillet 1969</i>)	420
5 août 1978. – LOI de réformes économiques et budgétaires (<i>Mon. 17 août 1978</i>)	427
7 novembre 1969. – LOI relative à l'application de la sécurité sociale aux titulaires d'une licence de «coureur élite avec contrat» (<i>Mon. 5 décembre 1969</i>)	437
28 novembre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (<i>Mon. 5 décembre 1969</i>)	437
14 juin 1971. – RÈGLEMENT (CEE) n° 1408/71 du Conseil relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté (<i>J.O. L 28, 30 janvier 1997</i>)	456
17 octobre 2005. – DÉCISION n° 205 (de la Commission administrative des Communautés européennes pour la sécurité sociale des travailleurs migrants) relative à la portée de la notion de chômage partiel à l'égard des travailleurs frontaliers (2006/351/CE) (<i>J.O. L 130, 18 mai 2006; Rect. J.O. L 330, 28 novembre 2006</i>)	470
2 août 1971. – LOI organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants (<i>Mon. 20 août 1971</i>)	475
15 septembre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités suivant lesquelles sont arrondies les limites de rémunération en matière de sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés et des marins de la marine marchande (<i>Mon. 21 septembre 1971</i>)	476

21 mars 1972. – RÈGLEMENT (CEE) n° 574/72 du Conseil fixant les modalités d'application du règlement (C.E.E.) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté (<i>J.O. L 28, 30 janvier 1997</i>).	476	15 janvier 1990. – LOI relative à l'institution et à l'organisation d'une banque-carrefour de la sécurité sociale (<i>Mon. 22 février 1990</i>).	518
14 mai 2003. – RÈGLEMENT n° 859/2003 du Conseil visant à étendre les dispositions du règlement (C.E.E.) n° 1408/71 et du règlement (C.E.E.) n° 574/72 aux ressortissants de pays tiers qui ne sont pas déjà couverts par ces dispositions uniquement en raison de leur nationalité (<i>J.O. C.E. 20 mai 2003L 124/1</i>).	494	13 août 1990. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale (<i>Mon. 6 décembre 1990</i>)	527
18 juin 1976. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 46 de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique (<i>Mon. 29 juin 1976</i>).	494	29 décembre 1990. – LOI portant des dispositions sociales (<i>Mon. 9 janvier 1991</i>)	527
24 janvier 1977. – LOI portant diminution temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en vue de la promotion de l'emploi (<i>Mon. 4 février 1977</i>).	494	26 juin 1992. – LOI portant des dispositions sociales et diverses (<i>Mon. 30 juin 1992</i>).	528
3 mars 1977. – LOI concernant l'application de la sécurité sociale aux joueurs de football professionnels (<i>Mon. 17 mars 1977</i>).	495	23 juillet 1993. – LOI portant des mesures de promotion de l'emploi des jeunes dans le cadre du plan d'embauche des jeunes (<i>Mon. 6 août 1993</i>)	528
4 août 1978. – LOI de réorientation économique (<i>Mon. 17 août 1978</i>).	495	24 décembre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays (<i>Mon. 31 décembre 1993</i>)	529
26 janvier 1979. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 39 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (<i>Mon. 24 février 1979</i>).	495	30 mars 1994. – LOI portant des dispositions sociales (<i>Mon. 31 mars 1994</i>)	532
29 juin 1981. – LOI établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés (<i>Mon. 2 juillet 1981</i>).	495	11 avril 1995. – LOI visant à instituer «la charte» de l'assuré social (<i>Mon. 6 septembre 1995</i>)	533
24 septembre 1982. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'arrêté royal n° 33 du 30 mars 1982 relatif à une retenue sur des indemnités d'invalidité et des prépensions, modifié par l'arrêté royal n° 52 du 2 juillet 1982 (<i>Mon. 6 octobre 1982</i>).	513	27 novembre 1996. – ARRÊTÉ ROYAL instaurant une cotisation patronale particulière en vue de financer le régime du chômage temporaire et du complément d'ancienneté pour les chômeurs âgés, en application de l'article 3, § 1 ^{er} , 4 ^o de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne (<i>Mon. 10 décembre 1996</i>).	536
15 décembre 1982. – ARRÊTÉ ROYAL n° 111 portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en faveur de certaines personnes physiques ou morales qui engagent un premier travailleur (<i>Mon. 21 décembre 1982</i>).	514	27 janvier 1997. – ARRÊTÉ ROYAL contenant des mesures pour la promotion de l'emploi en application de l'article 7, § 2 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de l'emploi (<i>Mon. 13 février 1997</i>)	537
30 décembre 1982. – ARRÊTÉ ROYAL n° 185 organisant, pour les petites et moyennes entreprises, un régime spécifique d'utilisation de la modération salariale pour l'emploi (<i>Mon. 28 janvier 1983</i>).	515	26 mars 1999. – LOI relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses (<i>Mon. 1^{er} avril 1999</i>).	538
29 décembre 1984. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'arrêté royal n° 278 portant certaines mesures concernant la modération salariale en vue d'encourager l'emploi, la réduction des charges publiques et l'équilibre financier des régimes de la sécurité sociale (<i>Mon. 11 janvier 1985</i>)	516	20 décembre 1999. – LOI visant à octroyer un bonus à l'emploi sous la forme d'une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et à certains travailleurs qui ont été victimes d'une restructuration (<i>Mon. 26 janvier 2000</i>).	539
25 janvier 1985. – LOI instaurant une carte de sécurité sociale (<i>Mon. 13 février 1985</i>)	516	10 juin 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions (<i>Mon. 31 juillet 2001</i>)	540
31 décembre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL n° 494 portant prise en charge temporaire par l'Office national de sécurité sociale des cotisations pour frais d'administration dont certains employeurs sont redevables en raison de l'occupation d'un deuxième travailleur (<i>Mon. 23 janvier 1987</i>)	517	10 juin 2001. – ARRÊTÉ ROYAL établissant la notion uniforme de «rémunération journalière moyenne» en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonisant certaines dispositions légales (<i>Mon. 31 juillet 2001</i>).	543
31 décembre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL n° 498 portant réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en vue de favoriser l'engagement de jeunes demandeurs d'emploi et de chômeurs de longue durée (<i>Mon. 23 janvier 1987</i>).	517	5 septembre 2001. – LOI visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs (<i>Mon. 15 septembre 2001; Err. Mon. 9 octobre 2001</i>).	544
31 décembre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL n° 499 portant réglementation de la sécurité sociale de certains jeunes défavorisés (<i>Mon. 23 janvier 1987</i>).	517	24 décembre 2002. – LOI-PROGRAMME (I) (<i>Mon. 31 décembre 2002</i>)	549
9 juillet 1987. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'arrêté royal n° 499 du 31 décembre 1986 portant réglementation de la sécurité sociale de certains jeunes défavorisés (<i>Mon. 13 juillet 1987</i>).	518	24 février 2003. – LOI concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale et concernant la communication électronique entre des entreprises et l'autorité fédérale (<i>Mon. 2 avril 2003</i>)	550
20 janvier 1989. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 118, § 2 et 123, alinéa 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988 (<i>Mon. 18 février 1989</i>).	518	24 février 2003. – LOI portant confirmation de divers arrêtés royaux pris en application des articles 38 et 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions (<i>Mon. 2 avril 2003</i>)	551
		26 mars 2003. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de l'article 7, § 1 ^{er} , alinéa 3, q, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, relatif aux gardiens et gardiennes d'enfants (<i>Mon. 8 avril 2003</i>)	551
		1 ^{er} avril 2003. – LOI portant exécution de l'accord interprofessionnel pour la période 2003-2004 (<i>Mon. 16 mai 2003</i>).	552
		9 juillet 2004. – LOI-PROGRAMME. (<i>Mon. 15 juillet 2004</i>)	553

15 octobre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale aux organismes de pension et de solidarité chargés d'exécuter la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 ou la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale (<i>Mon. 14 décembre 2004; Err. Mon. 28 décembre 2004</i>)	553	10 mars 1964. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions auxquelles un enfant handicapé doit satisfaire pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (<i>Mon. 20 mars 1964</i>)	610
3 juillet 2005. – LOI portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale (<i>Mon. 19 juillet 2005; Err. Mon. 7 septembre 2005</i>)	554	1 ^{er} février 1968. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'allocation familiale de vacances (<i>Mon. 8 février 1968</i>)	610
23 décembre 2005. – LOI relative au pacte de solidarité entre les générations (<i>Mon. 30 décembre 2005; Err. Mon. 30 septembre 2008</i>)	554	16 février 1968. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions et la période durant laquelle les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui prépare un mémoire de fin d'études supérieures (<i>Mon. 24 février 1968</i>)	610
24 octobre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution, en matière de bonus de pension des travailleurs salariés, de l'article 7bis de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations (<i>Mon. 6 novembre 2013</i>)	554	4 juillet 1969. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'octroi des prestations familiales en faveur de l'enfant handicapé visé à l'article 56septies des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (<i>Mon. 12 juillet 1969</i>)	611
27 décembre 2006. – LOI-PROGRAMME (I) (<i>Mon. 28 décembre 2006; Err. Mon. 24 janvier 2007; Err. Mon. 13 février 2007; Err. Mon. 23 février 2007</i>)	555	19 août 1969. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui effectue un stage pour pouvoir être nommé à une charge (<i>Mon. 17 octobre 1969; Err. Mon. 7 novembre 1969</i>)	611
27 décembre 2006. – LOI portant des dispositions diverses (I) (<i>Mon. 28 décembre 2006; Err. Mon. 12 février 2007</i>)	556	20 juillet 1971. – LOI instituant des prestations familiales garanties (<i>Mon. 7 août 1971</i>)	611
20 mars 2007. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution du chapitre 8 du titre IV de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 instaurant une déclaration préalable pour les travailleurs salariés et indépendants détachés (<i>Mon. 28 mars 2007</i>)	560	25 octobre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties (<i>Mon. 5 novembre 1971</i>)	614
8 juin 2008. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 16 juin 2008</i>)	568	25 octobre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la compétence du Ministre des Classes moyennes et de l'Institut national d'assurance sociales pour les travailleurs indépendants en ce qui concerne la Commission supérieure des prestations familiales et la Commission consultative du contentieux (<i>Mon. 25 février 1972</i>)	616
26 avril 2009. – ARRÊTÉ ROYAL dispensant certaines catégories d'employeurs de la cotisation patronale particulière destinée à financer le régime du chômage temporaire et du complément d'ancienneté pour les chômeurs âgés, instaurée par l'arrêté royal du 27 novembre 1996 (<i>Mon. 18 mai 2009</i>)	569	11 juillet 1973. – LOI améliorant dans certains régimes de sécurité sociale la situation du parent salarié qui cesse temporairement d'être assujéti à la sécurité sociale (<i>Mon. 23 novembre 1973</i>)	616
28 juin 2009. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions et les modalités relatives au paiement d'une allocation de crise pour suspension de l'exécution du contrat de travail d'employés (<i>Mon. 6 juillet 2009</i>)	570	18 décembre 1973. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le mode de constatation de l'incapacité de certaines personnes pour l'application des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (<i>Mon. 22 décembre 1973</i>)	616
29 mars 2010. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du chapitre VI du titre XI de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I), relatif aux cotisations de sécurité sociale et retenues dues sur des régimes de chômage avec complément d'entreprise, sur des indemnités complémentaires à certaines allocations de sécurité sociale et sur des indemnités d'invalidité (<i>Mon. 31 mars 2010</i>)	570	12 juin 1974. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL chargeant les inspecteurs et inspecteurs adjoints de l'Inspection sociale du Ministère de la Prévoyance sociale de surveiller l'exécution des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (<i>Mon. 2 juillet 1974</i>)	616
1 ^{er} juillet 2012. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'introduction d'une demande d'allocation d'interruption par voie électronique (<i>Mon. 13 juillet 2012</i>)	576	6 mars 1979. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant lié par un contrat d'apprentissage (<i>Mon. 4 avril 1979</i>)	617
7 juin 2013. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution de certains travaux immobiliers (<i>Mon. 25 juin 2013</i>)	576	1 ^{er} août 1985. – LOI portant des dispositions sociales (<i>Mon. 6 août 1985</i>)	617
10 août 2015. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 18 août 2015</i>)	577	1 ^{er} août 1985. – ARRÊTÉ ROYAL dispensant partiellement les hôpitaux publics de l'obligation d'occuper des stagiaires (<i>Mon. 26 novembre 1985</i>)	617

Chapitre II. Dispositions particulières

Allocations familiales

19 décembre 1939. – LOI générale relative aux allocations familiales (L.G.A.F.) (<i>Mon. 22 décembre 1939</i>)	580	12 novembre 1987. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions auxquelles un enfant handicapé doit satisfaire pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (<i>Mon. 21 novembre 1987</i>)	618
22 janvier 1952. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 41, alinéa 2, e, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (<i>Mon. 31 janvier 1952</i>)	610	12 novembre 1987. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles les allocations familiales sont octroyées en faveur de l'enfant handicapé, visé à l'article 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (<i>Mon. 21 novembre 1987</i>)	619
26 mai 1958. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les journées de chômage assimilées à des journées de travail effectif pour motifs d'état civil, d'obligations civiles et syndicales dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés (<i>Mon. 7 juin 1958</i>)	610		

12 juin 1989. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 71, § 2, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (<i>Mon. 30 juin 1989</i>)	619	20 mai 1966. – ARRÊTÉ ROYAL accordant aux employeurs qui engagent des travailleurs âgés ou handicapés, licenciés par suite de fermeture de charbonnages, une intervention financière dans la rémunération de ces travailleurs (<i>Mon. 14 juin 1966</i>)	648
3 mai 1991. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 47, 56septies, et 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'article 96 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales (<i>Mon. 3 juillet 1991</i>)	620	22 juillet 1966. – ARRÊTÉ ROYAL accordant une prime de reclassement aux travailleurs licenciés à la suite de la fermeture totale ou partielle ou de la réduction d'activité d'entreprises charbonnières (<i>Mon. 29 juillet 1966</i>)	648
25 février 1994. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions d'octroi des prestations familiales du chef des chômeurs (<i>Mon. 29 mars 1994</i>)	622	19 août 1968. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à la procédure d'octroi des indemnités d'attente aux travailleurs victimes de certaines fermetures d'entreprises (<i>Mon. 3 septembre 1968</i>)	650
28 mars 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 47, 56septies et 63 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et de l'article 88 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 (<i>Mon. 23 avril 2003</i>)	622	18 décembre 1968. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant la procédure de fixation de l'incapacité au travail des travailleurs sollicitant les indemnités d'attente accordées aux travailleurs victimes de certaines fermetures d'entreprises (<i>Mon. 25 décembre 1968</i>)	650
26 octobre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 42bis et 56, § 2, de la loi générale relative aux allocations familiales (<i>Mon. 24 novembre 2004</i>)	625	15 janvier 1969. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions dans lesquelles le comité de gestion de l'Office national de l'emploi peut renoncer à la récupération à charge des travailleurs des indemnités d'attente payées indûment (<i>Mon. 31 janvier 1969; Err. Mon. 25 mars 1969</i>)	650
19 avril 2005. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 102, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (<i>Mon. 12 mai 2005</i>)	626	5 décembre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants (<i>Mon. 17 décembre 1969</i>)	650
19 avril 2005. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 69, § 2bis, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (<i>Mon. 12 mai 2005</i>)	626	8 décembre 1969. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant certaines modalités particulières d'exécution de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants (<i>Mon. 17 décembre 1969</i>)	651
19 avril 2005. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant les conditions suivant lesquelles les allocations familiales sont octroyées du chef de personnes victimes de l'enlèvement de l'enfant (<i>Mon. 12 mai 2005</i>)	626	28 novembre 1975. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exploitation des bureaux de placement payants (<i>Mon. 22 janvier 1976</i>)	651
10 août 2005. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours ou poursuit sa formation (<i>Mon. 19 août 2005</i>)	627	1 ^{er} décembre 1975. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL pris en exécution de l'arrêté royal du 28 novembre 1975 relatif à l'exploitation des bureaux de placement payants (<i>Mon. 22 janvier 1976</i>)	652
20 juillet 2006. – ARRÊTÉ ROYAL instituant une majoration des suppléments d'âge visés aux articles 44 et 44bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (<i>Mon. 27 juillet 2006</i>)	628	30 avril 1976. – ARRÊTÉ ROYAL concernant le droit à la prépension visé à la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique (<i>Mon. 21 mai 1976</i>)	654
20 juillet 2006. – ARRÊTÉ ROYAL instituant une majoration des suppléments d'âge visés aux articles 44 et 44bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés et modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 portant exécution de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties (<i>Mon. 27 juillet 2006; Err. Mon. 1^{er} août 2006</i>)	628	24 mai 1976. – ARRÊTÉ ROYAL sur les licenciements collectifs (<i>Mon. 17 septembre 1976</i>)	654
11 janvier 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 56, § 2, alinéa 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (<i>Mon. 9 février 2007</i>)	628	22 décembre 1977. – LOI relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (<i>Mon. 24 décembre 1977</i>)	655
9 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 38, § 3quindecies de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés (<i>Mon. 20 mars 2014</i>)	629	27 décembre 1977. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du chapitre III, section 5. – Prépension spéciale pour chômeurs âgés – et du chapitre V, section 6. – Prépension spéciale pour invalides âgés – de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (<i>Mon. 31 décembre 1977</i>)	656
10 avril 2014. – ARRÊTÉ ROYAL accordant le droit au congé parental et au congé pour l'assistance à un membre du ménage ou de la famille gravement malade à certains travailleurs (<i>Mon. 23 avril 2014</i>)	629	27 décembre 1977. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de la section 4 - Humanisation du travail - du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (<i>Mon. 31 décembre 1977</i>)	657
		22 août 1979. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de la section 2 – Prépension légale – du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (<i>Mon. 31 août 1979</i>)	658
		4 décembre 1979. – ARRÊTÉ ROYAL coordonnant les mesures portant exécution, en ce qui concerne les pensions à charge du régime de pension pour travailleurs salariés, de l'article 4 de la loi du 19 juillet 1977 octroyant une allocation aux travailleurs salariés pensionnés et aux travailleurs salariés invalides, et de l'article 149 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (<i>Mon. 18 décembre 1979</i>)	658
		12 septembre 1980. – ARRÊTÉ ROYAL instaurant une prépension légale en faveur des marins de la marine marchande et des shogengangers, inscrits au Pool des marins de la marine marchande (<i>Mon. 30 septembre 1980</i>)	659
		12 août 1981. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de l'article 81, § 3, de la section 3, Cadre spécial temporaire, du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (<i>Mon. 19 août 1981; Err. Mon. 18 septembre 1981</i>)	660

Emploi et chômage

12 mars 1946. – ARRÊTÉ DU RÉGENT déterminant les conditions et la procédure pour l'obtention, en cas de grève et de lock-out, des allocations de chômage involontaire (<i>Mon. 5 avril 1946</i>)	635
14 février 1961. – LOI d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (<i>Mon. 15 février 1961</i>)	635
20 décembre 1963. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'emploi et au chômage (<i>Mon. 18 janvier 1964</i>)	636
12 mai 1987. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Communauté française relatif à la formation professionnelle (<i>Mon. 9 juillet 1987</i>)	641

24 mars 1982. – ARRÊTÉ ROYAL n° 25 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (<i>Mon. 26 mars 1982</i>)	661	27 février 1989. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de la loi-programme du 30 décembre 1988 – titre III – chapitre II – portant création d'un régime de contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics (<i>Mon. 17 mars 1989</i>)	686
29 mars 1982. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de la section 3, Cadre spécial temporaire, du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977, relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (<i>Mon. 9 avril 1982; Err. Mon. 5 mai 1982</i>)	665	16 novembre 1990. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle (<i>Mon. 23 novembre 1990</i>)	687
3 avril 1982. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de l'article 12, alinéa 1 ^{er} , de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (<i>Mon. 16 avril 1982</i>)	666	25 novembre 1991. – ARRÊTÉ ROYAL portant réglementation du chômage (<i>Mon. 31 décembre 1991; Err. Mon. 13 mars 1992</i>)	690
30 décembre 1982. – ARRÊTÉ ROYAL n° 123 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'expansion économique au bénéfice de petites et moyennes entreprises (<i>Mon. 18 janvier 1983</i>)	667	29 juin 2005. – ARRÊTÉ ROYAL modifiant les articles 113, 114 et 131bis de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage dans le cadre de l'allocation de garantie de revenus (<i>Mon. 1^{er} juillet 2005</i>)	749
31 décembre 1983. – ARRÊTÉ ROYAL n° 258 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises (<i>Mon. 21 janvier 1984</i>)	668	26 novembre 1991. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant les modalités d'application de la réglementation du chômage (<i>Mon. 25 janvier 1992; Err. Mon. 8 avril 1992</i>)	764
1 ^{er} février 1984. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au droit aux allocations de chômage des travailleurs âgés licenciés (<i>Mon. 15 février 1984</i>)	669	7 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle (<i>Mon. 11 décembre 1992</i>)	778
9 février 1984. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités particulières d'exécution des dispositions relatives au stage des jeunes dans l'enseignement (<i>Mon. 20 mars 1984</i>)	670	27 octobre 1993. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant exécution de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux. (<i>Mon. 23 décembre 1993</i>)	786
22 janvier 1985. – LOI de redressement contenant des dispositions sociales (<i>Mon. 24 janvier 1985</i>)	670	30 juillet 1994. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la prépension à mi-temps (<i>Mon. 10 août 1994</i>)	791
17 juillet 1985. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la prime de réinsertion pour les personnes de nationalité étrangère (<i>Mon. 1^{er} août 1985</i>)	671	28 décembre 2011. – ARRÊTÉ ROYAL abrogeant l'arrêté royal du 30 juillet 1994 relatif à la prépension à mi-temps (<i>Mon. 30 décembre 2011</i>)	791
1 ^{er} août 1985. – LOI portant des dispositions sociales (<i>Mon. 6 août 1985</i>)	672	19 janvier 1995. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale modifiant les articles 76 à 81 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (<i>Mon. 13 juillet 1995</i>)	794
30 août 1985. – ARRÊTÉ ROYAL portant nouvelle réglementation de l'octroi des allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle (<i>Mon. 7 décembre 1985</i>)	672	3 avril 1995. – LOI portant des mesures visant à promouvoir l'emploi (<i>Mon. 22 avril 1995</i>)	794
3 septembre 1985. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL d'exécution de l'article 11 de l'arrêté royal du 30 août 1985 portant nouvelle réglementation de l'octroi des allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle (<i>Mon. 7 décembre 1985</i>)	674	11 mai 1995. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés - Communauté germanophone (<i>Mon. 5 septembre 1995</i>)	797
20 août 1986. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle (<i>Mon. 10 septembre 1986</i>)	674	26 juillet 1996. – LOI relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité (<i>Mon. 1^{er} août 1996</i>)	801
14 octobre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises (<i>Mon. 3 mars 1987</i>)	677	13 février 1998. – LOI portant des dispositions en faveur de l'emploi (<i>Mon. 19 février 1998</i>)	804
28 octobre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL n° 474 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'État auprès de certains pouvoirs locaux (<i>Mon. 20 novembre 1986</i>)	677	14 juillet 1998. – DÉCRET du Parlement flamand relatif aux ateliers sociaux (<i>Mon. 2 septembre 1998</i>)	805
29 octobre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution des articles 13, alinéa 3, et 16, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand (<i>Mon. 20 novembre 1986</i>)	678	16 juillet 1998. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées (<i>Mon. 11 août 1998</i>)	806
29 octobre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand (<i>Mon. 20 novembre 1986</i>)	679	26 mars 1999. – LOI relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses (<i>Mon. 1^{er} avril 1999</i>)	808
31 décembre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL n° 492 contenant des dispositions en faveur de l'emploi (<i>Mon. 23 janvier 1986</i>)	680	7 avril 1999. – LOI relative au contrat de travail ALE (<i>Mon. 20 avril 1999</i>)	809
16 février 1987. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de l'article 2, § 3, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (<i>Mon. 26 février 1987</i>)	682	6 mai 1999. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi (<i>Mon. 8 juillet 1999</i>)	810
30 mars 1987. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de l'article 8 de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'État auprès de certains pouvoirs locaux (<i>Mon. 7 avril 1987</i>)	682	17 décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux travailleurs ALE dont la rémunération est payée par les centres publics d'aide sociale (<i>Mon. 24 décembre 1999</i>)	820
27 décembre 1988. – ARRÊTÉ de l'Exécutif de la Communauté française confiant des missions de formation professionnelle à l'Office régional de l'emploi (<i>Mon. 22 février 1988</i>)	684	24 décembre 1999. – LOI en vue de la promotion de l'emploi (<i>Mon. 27 janvier 2000</i>)	821
30 décembre 1988. – LOI-PROGRAMME. (<i>Mon. 5 janvier 1989</i>)	685	17 janvier 2000. – DÉCRET (du Conseil de la Communauté germanophone) portant création d'un office de l'emploi en Communauté germanophone (<i>Mon. 24 mars 2000</i>)	825
		18 janvier 2001. – ORDONNANCE (du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale) portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'emploi (<i>Mon. 13 avril 2001; Err. Mon. 24 mai 2005; Err. Mon. 31 mai 2005; Err. Mon. 10 octobre 2007</i>)	827

20 juillet 2001. – LOI visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité (<i>Mon. 11 août 2001</i>)	830	29 mars 2006. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de l'article 7, § 1 ^{er} , alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs pour la promotion de mise à l'emploi des jeunes moins qualifiés ou très peu qualifiés (<i>Mon. 31 mars 2006</i>)	931
12 décembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les titres-services (<i>Mon. 22 décembre 2001</i>)	837	28 avril 2006. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand instaurant la prime d'emploi (<i>Mon. 23 juin 2006</i>)	931
19 décembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée (<i>Mon. 12 janvier 2002</i>)	847	1 ^{er} septembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux bonus de démarrage et de stage (<i>Mon. 7 septembre 2006</i>)	933
25 avril 2002. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement (<i>Mon. 24 mai 2002</i>)	852	14 décembre 2006. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) relatif à l'agrément et au subventionnement des «Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale», en abrégé: «I.D.E.S.S.» (<i>Mon. 5 janvier 2007</i>)	934
26 juin 2002. – LOI relative aux fermetures d'entreprises (<i>Mon. 9 août 2002</i>)	860	27 décembre 2006. – LOI portant des dispositions diverses (I) (<i>Mon. 28 décembre 2006; Err. Mon. 12 février 2007</i>)	936
2 août 2002. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 29 août 2002; Err. Mon. 4 octobre 2002</i>)	866	1 ^{er} mars 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution de l'article 7 de l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'emploi et de l'article 3, § 3, de l'ordonnance du 26 juin 2003 relative à la gestion mixte du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 21 mars 2007</i>)	936
5 novembre 2002. – ARRÊTÉ ROYAL instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions (<i>Mon. 20 novembre 2002</i>)	867	23 mars 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 2, 3 ^o , b, 28, § 2, et 53 de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises (<i>Mon. 30 mars 2007</i>)	937
27 décembre 2005. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 30 décembre 2005; Err. Mon. 20 mars 2006</i>)	867	23 mars 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 26 juin 2002 relative aux fermetures d'entreprises (<i>Mon. 30 mars 2007</i>)	937
28 novembre 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif au régime des contractuels subventionnés (<i>Mon. 24 décembre 1992; Err. Mon. 29 juillet 2003</i>)	870	27 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant les dispositions générales d'exécution des mesures en faveur de l'emploi des jeunes dans le secteur non marchand résultant de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations (<i>Mon. 12 juin 2007</i>)	942
19 décembre 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et d'autres dispositions légales (<i>Mon. 30 janvier 2003</i>)	874	3 mai 2007. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise (<i>Mon. 8 juin 2007; Err. Mon. 2 octobre 2007</i>)	944
24 décembre 2002. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 31 décembre 2002</i>)	879	21 juin 2007. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé: «I.D.E.S.S.» (<i>Mon. 19 juillet 2007</i>)	952
14 mars 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant agrément d'entreprises proposant de l'aide à domicile de nature ménagère qui est financée par les titres-services (<i>Mon. 28 avril 2003</i>)	886	11 octobre 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 30 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations (<i>Mon. 5 décembre 2007</i>)	955
8 avril 2003. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 17 avril 2003</i>)	887	10 juillet 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à l'expérience du travail (<i>Mon. 31 octobre 2008</i>)	956
10 avril 2003. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises (<i>Mon. 29 avril 2003</i>)	888	5 juin 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant organisation de l'emploi et de la formation professionnelle (<i>Mon. 23 septembre 2009</i>)	960
16 mai 2003. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution du chapitre 7 du titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale (<i>Mon. 6 juin 2003</i>)	893	19 juin 2009. – LOI portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise (<i>Mon. 25 juin 2009</i>)	972
4 juin 2003. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la politique flamande d'intégration par le travail (<i>Mon. 30 juin 2003</i>)	908	28 juin 2009. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités à suivre par une entreprise afin de prouver qu'elle rencontre les critères d'entreprise en difficulté dans le sens de l'article 14, § 4, de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise (<i>Mon. 6 juillet 2009</i>)	975
18 juillet 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif aux chèques-formation pour travailleurs (<i>Mon. 25 août 2003</i>)	909	28 juin 2009. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de la loi du 19 juin 2009 portant des dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise (<i>Mon. 6 juillet 2009</i>)	975
23 octobre 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Communauté germanophone relatif à l'agrément d'entreprises autorisées à utiliser les titres-services (<i>Mon. 25 juin 2004</i>)	911	1 ^{er} février 2011. – LOI portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel (<i>Mon. 7 février 2011</i>)	976
11 mars 2004. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi (<i>Mon. 3 mai 2004</i>)	913	28 mars 2011. – ARRÊTÉ ROYAL prolongeant l'application des mesures prévues aux chapitres I ^{er} et II du titre I ^{er} de la loi du 1 ^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel (<i>Mon. 1^{er} avril 2011</i>)	978
30 avril 2004. – DÉCRET du Parlement flamand portant la Charte du demandeur d'emploi (<i>Mon. 13 juillet 2004</i>)	916	9 janvier 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'indemnité en compensation du licenciement (<i>Mon. 20 janvier 2014</i>)	979
7 mai 2004. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la création de l'agence autonomisée externe de droit public «Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding» (Office flamand de l'emploi et de la formation professionnelle) (<i>J.O. 7 juin 2004</i>)	918		
23 décembre 2005. – LOI relative au pacte de solidarité entre les générations (<i>Mon. 30 décembre 2005; Err. Mon. 30 septembre 2008</i>)	923		
9 mars 2006. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la gestion active des restructurations (<i>Mon. 31 mars 2006</i>)	926		

Volume • 2

PARTIE VIII - SÉCURITÉ SOCIALE

Chapitre II. Dispositions particulières

Assurance maladie-invalidité

14 février 1961. – LOI d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (<i>Mon. 15 février 1961</i>)	982	15 février 1991. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'attribution des subsides de l'État en faveur des services d'assurance mutualiste libre (<i>Mon. 9 mars 1991; Err. Mon. 16 avril 1991</i>)	1175
14 juillet 1994. – LOI COORDONNÉE – ARRÊTÉ ROYAL portant coordination de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (<i>Mon. 27 août 1994; Err. Mon. 13 décembre 1994</i>)	983	7 mars 1991. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 2, §§ 2 et 3, article 14, § 3, et article 19, alinéas 3 et 4, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités (<i>Mon. 5 avril 1991</i>)	1177
10 juin 2006. – LOI réformant les cotisations sur le chiffre d'affaires des spécialités pharmaceutique remboursables (<i>Mon. 8 septembre 2006</i>)	1089	22 mars 1991. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la procédure relative à la constatation des infractions et au prononcé des amendes administratives visées à l'article 127, § 8, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (<i>Mon. 19 avril 1991</i>)	1178
13 décembre 2006. – LOI portant dispositions diverses en matière de santé (<i>Mon. 22 décembre 2006</i>)	1089	6 juin 1991. – ARRÊTÉ ROYAL portant organisation, fonctionnement et statut du personnel de l'Office de contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités (<i>Mon. 22 juin 1991; Err. Mon. 7 août 1991</i>)	1179
10 juin 2006. – LOI réformant les cotisations sur le chiffre d'affaires des spécialités pharmaceutique remboursables (<i>Mon. 8 septembre 2006</i>)	1090	3 novembre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 37 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (<i>Mon. 10 février 1994</i>)	1179
4 novembre 1963. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (<i>Mon. 8 novembre 1963</i>)	1099	23 décembre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL étendant le champ d'application de l'assurance soins de santé obligatoire à certains membres de l'ancien personnel du secteur public en Afrique (<i>Mon. 6 janvier 1994</i>)	1181
16 mars 1967. – ARRÊTÉ ROYAL confiant au Service du contrôle médical de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité certaines missions d'ordre médical en vue de l'application des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité sociale et de prévoyance sociale (<i>Mon. 31 mars 1967</i>)	1142	3 juillet 1996. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (<i>Mon. 31 juillet 1996</i>)	1181
20 juillet 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n°35 portant le statut et le barème des médecins-conseil chargés d'assurer auprès des organismes assureurs le contrôle médical de l'incapacité primaire et des prestations de santé en vertu de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (<i>Mon. 29 juillet 1967</i>)	1142	13 juin 2010. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 19, alinéa 4, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités (<i>Mon. 30 juin 2010</i>)	1243
10 avril 1969. – ARRÊTÉ ROYAL fixant des montants maximums d'honoraires et de prix pour les prestations médicales et dentaires en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (<i>Mon. 12 avril 1969</i>)	1146	16 avril 1997. – RÈGLEMENT portant exécution de l'article 80, 5°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (<i>Mon. 26 novembre 1997</i>)	1244
21 avril 1983. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de l'agrément des médecins spécialistes et des médecins généralistes (<i>Mon. 27 avril 1983</i>)	1146	21 décembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les procédures, délais et conditions concernant l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques	1253
1 ^{er} mars 2010. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les critères d'agrément des médecins généralistes (<i>Mon. 4 mars 2010</i>)	1152	24 décembre 2002. – LOI-PROGRAMME (I) (<i>Mon. 31 décembre 2002</i>)	1277
29 décembre 1986. – RÈGLEMENT pris en exécution de l'arrêté royal du 10 octobre 1986 portant exécution de l'article 34 ^{quater} , alinéa 4, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (<i>Mon. 14 février 1987</i>)	1153	14 mai 2003. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les prestations visées à l'article 34, alinéa 1 ^{er} , 13°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (<i>Mon. 23 mai 2003</i>)	1279
8 avril 2011. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 56, § 2, alinéa 1 ^{er} , 5°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (<i>Mon. 26 avril 2011</i>)	1153	11 juillet 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les matières pour lesquelles les décisions au sein du Conseil technique médical doivent être approuvées par au moins la moitié des médecins généralistes ayant droit de vote ou des médecins spécialistes ayant le droit de vote (<i>Mon. 27 août 2003</i>)	1281
15 décembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 37 ^{vicies} /1 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (<i>Mon. 23 décembre 2013</i>)	1154	28 juillet 2003. – RÈGLEMENT portant exécution de l'article 22, 11°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (<i>Mon. 29 août 2003; Err. Mon. 16 octobre 2003; Err. Mon. 9 août 2004</i>)	1281
15 janvier 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'intervention majorée de l'assurance visée à l'article 37, § 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (<i>Mon. 29 janvier 2014</i>)	1155	8 juillet 2004. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au remboursement des médicaments orphelins (<i>Mon. 20 juillet 2004</i>)	1293
16 mai 1989. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant le modèle de la carte d'assurance en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité et les modalités d'emploi de celle-ci (<i>Mon. 2 juin 1989</i>)	1160	27 avril 2005. – LOI relative à la maîtrise du budget des soins de santé et portant diverses dispositions en matière de santé (<i>Mon. 20 mai 2005</i>)	1294
6 août 1990. – LOI relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités (<i>Mon. 28 septembre 1990</i>)	1160	18 novembre 2005. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant l'intervention de l'assurance soins de santé obligatoire pour les médicaments, le matériel de soins et les auxiliaires pour les patients en état végétatif persistant visés à l'article 34, alinéa 1 ^{er} , 14°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (<i>Mon. 30 novembre 2005</i>)	1296
		9 mai 2008. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles de fonctionnement et le règlement de procédure des Chambres de première instance et des Chambres de recours instituées auprès du service d'évaluation et de contrôle médicaux de l'I.N.A.M.I. (<i>Mon. 20 juin 2008</i>)	1296

18 septembre 2008. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions d'octroi et les modalités de mise en œuvre des mesures de réductions des cotisations sur le chiffre d'affaires des spécialités pharmaceutiques, prévues par les articles 191bis, 191ter et 191quater de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (<i>Mon. 1^{er} octobre 2008</i>).	1298	21 mai 1955. – LOI relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers (<i>Mon. 19 juin 1955</i>)	1325
10 décembre 2008. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles le comité de l'assurance peut conclure des conventions en application de l'article 56, § 2, alinéa 1 ^{er} , 3 ^o , de la loi relative à l'assurance soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, pour la prise en charge des coûts du traitement d'enfants avec une aversion grave de l'alimentation orale qui accompagne ou qui fait suite à une période durant laquelle cet enfant a été soumis à une nutrition entérale par sonde ou stomie (<i>Mon. 15 janvier 2009</i>).	1302	12 juillet 1957. – LOI relative à la pension de retraite et de survie des employés (<i>Mon. 21 juillet 1957</i>)	1328
21 janvier 2009. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 36 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, concernant les trajets de soins (<i>Mon. 6 février 2009</i>)	1302	29 juillet 1957. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les mesures à prendre par les organismes assureurs en vue de l'exécution de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés et les modalités d'exécution et de contrôle de ces mesures (<i>Mon. 31 juillet 1957; Err. Mon. 2 août 1957</i>)	1328
26 avril 2009. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 34, alinéa 1 ^{er} , 28 ^o , de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 (<i>Mon. 8 mai 2009</i>)	1304	3 avril 1962. – LOI relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés (<i>Mon. 6 avril 1962</i>)	1328
31 août 2009. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'intervention de l'assurance soins de santé et indemnités pour l'assistance au sevrage tabagique (<i>Mon. 15 septembre 2009</i>).	1304	24 décembre 1962. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités d'application de l'article 27 de la loi du 3 avril 1962 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés (<i>Mon. 1^{er} février 1963</i>)	1329
10 novembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL fixant l'intervention personnelle des bénéficiaires séjournant dans une maison de soins psychiatriques dans le coût des spécialités pharmaceutiques remboursables et non remboursables (<i>Mon. 24 novembre 2009</i>).	1305	16 septembre 1963. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux versements supplémentaires effectués dans le cadre de la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés (<i>Mon. 2 octobre 1963</i>).	1329
26 avril 2010. – LOI portant des dispositions diverses en matière d'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I) (<i>Mon. 28 mai 2010</i>)	1305	16 septembre 1963. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'affectation des versements supplémentaires effectués dans le cadre de la loi du 12 juillet 1957, relative à la pension de retraite et de survie des employés, en ce qui concerne la période du 1 ^{er} juillet 1957 au 31 décembre 1959 (<i>Mon. 2 octobre 1963</i>)	1330
2 mars 2011. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 67, alinéas 2 à 4, de la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I) (<i>Mon. 25 mars 2011</i>).	1305	13 juin 1966. – LOI relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres (<i>Mon. 14 juin 1966</i>)	1331
12 mai 2011. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 67, alinéa 6, de la loi du 26 avril 2010 portant des dispositions diverses en matière de l'organisation de l'assurance maladie complémentaire (I) (<i>Mon. 1^{er} juin 2011</i>)	1308	12 décembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL chargeant la Caisse générale d'épargne et de retraite de la tenue du compte individuel des travailleurs salariés (<i>Mon. 29 décembre 1967</i>)	1332
21 décembre 2013. – LOI visant à renforcer la transparence, l'indépendance et la crédibilité des décisions prises et avis rendus dans le domaine de la santé publique, de l'assurance-maladie, de la sécurité de la chaîne alimentaire et de l'environnement (<i>Mon. 20 février 2014</i>).	1308	21 décembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (<i>Mon. 16 janvier 1968</i>)	1332
29 janvier 2014. – LOI portant des dispositions relatives à la carte d'identité sociale et la carte ISI+ (<i>Mon. 12 février 2014</i>).	1308	5 août 1968. – LOI établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé (<i>Mon. 24 août 1968</i>).	1360
26 février 2014. – ARRÊTÉ ROYAL exécutant la loi du 29 janvier 2014 portant des dispositions relatives à la carte d'identité sociale et la carte ISI+ (<i>Mon. 7 mars 2014</i>)	1309	9 décembre 1968. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la tenue du compte individuel des travailleurs (<i>Mon. 25 décembre 1968</i>)	1362

Pensions de retraite et de survie

Employés, marins, ouvriers et ouvriers mineurs

24 octobre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 50 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (<i>Mon. 27 octobre 1967</i>)	1312	21 juin 1969. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le travail autorisé de travailleurs salariés pensionnés et de veuves, sur les plaines de jeux reconnues (<i>Mon. 4 juillet 1969</i>).	1365
8 juin 1930. – LOI portant révision de la loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés (<i>Mon. 2 juillet 1930</i>)	1324	24 juin 1969. – LOI majorant les pensions des travailleurs salariés (<i>Mon. 5 juillet 1969</i>)	1365
8 juin 1931. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général d'application de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés (<i>Mon. 29-30 juin 1931</i>)	1325	27 juin 1969. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles un statut de reconnaissance nationale donne droit à une pension de retraite anticipée et non réduite de travailleur salarié (<i>Mon. 8 juillet 1969</i>).	1365
12 novembre 1953. – LOI relative à la sauvegarde des droits en matière de pensions de retraite et de survie en faveur de certains titulaires de fonctions publiques (<i>Mon. 21 novembre 1953</i>)	1325	23 juin 1970. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles certains prisonniers de guerre et certains prisonniers politiques bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale peuvent prétendre à une pension de retraite anticipée de travailleur salarié (<i>Mon. 30 juin 1970</i>).	1366
		27 juillet 1971. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant pour les journalistes professionnels les règles spéciales pour l'ouverture du droit à la pension et les modalités spéciales d'application de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967, relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, de la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général et de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions (<i>Mon. 20 août 1971</i>).	1366
		13 septembre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du chapitre I ^{er} de la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (<i>Mon. 13 novembre 1971</i>)	1367

5 novembre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 8, 13, §2, et 14 de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé (<i>Mon. 17 décembre 1971</i>)	1369	29 juillet 1981. – ARRÊTÉ ROYAL instaurant, en ce qui concerne les prestations à payer par la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie, un système de taux-pivots applicables à la conversion en francs belges de prestations ou de revenus provenant d'un pays étranger (<i>Mon. 4 septembre 1981</i>)	1382
22 décembre 1972. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 16, 19, alinéa 2, et 20, alinéa 3, de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé (<i>Mon. 16 février 1973</i>)	1370	27 mars 1987. – ARRÊTÉ ROYAL n° 513 portant suppression de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie et réorganisation de l'Office national des pensions pour travailleurs salariés (<i>Mon. 10 avril 1987</i>)	1382
20 juin 1975. – LOI instituant un complément de rente au profit des bénéficiaires d'une pension de retraite anticipée non réduite ou réduite en partie seulement pour des motifs de reconnaissance nationale (<i>Mon. 3 juillet 1975</i>) .	1371	20 juillet 1990. – LOI instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général (<i>Mon. 15 août 1990</i>)	1383
22 août 1975. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 3, § 4, et de l'article 4 de la loi du 20 juin 1975 instituant un complément de rente au profit des bénéficiaires d'une pension de retraite anticipée non réduite ou réduite en partie seulement pour des motifs de reconnaissance nationale (<i>Mon. 3 septembre 1975</i>)	1372	4 décembre 1990. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 20 juillet 1990 instaurant un âge flexible de la retraite pour les travailleurs salariés et adaptant les pensions des travailleurs salariés à l'évolution du bien-être général, et modifiant certaines dispositions en matière de pensions pour travailleurs salariés (<i>Mon. 20 décembre 1990</i>)	1385
28 mai 1976. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles certains bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale peuvent prétendre à une pension de retraite anticipée d'ouvrier, d'employé ou de travailleur salarié (<i>Mon. 3 juin 1976</i>)	1372	23 décembre 1996. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions (<i>Mon. 17 janvier 1997</i>) . .	1386
5 juillet 1976. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles certains invalides civils de la guerre peuvent prétendre une pension de retraite anticipée d'ouvrier, d'employé ou de travailleur salarié (<i>Mon. 15 juillet 1976</i>) . . .	1373	24 décembre 2002. – LOI-PROGRAMME (I) (<i>Mon. 31 décembre 2002</i>) .	1392
15 décembre 1978. – ARRÊTÉ ROYAL n° 26 portant augmentation des pensions des travailleurs salariés (<i>Mon. 20 décembre 1978</i>)	1373	23 décembre 2005. – LOI relative au pacte de solidarité entre les générations (<i>Mon. 30 décembre 2005; Err. Mon. 30 septembre 2008</i>)	1393
21 décembre 1979. – ARRÊTÉ ROYAL coordonnant les règles relatives au cumul de prestations payées à charge du régime de pension pour travailleurs salariés (<i>Mon. 10 janvier 1980</i>)	1373	1 ^{er} février 2007. – ARRÊTÉ ROYAL instituant un bonus de pension (<i>Mon. 9 février 2007</i>)	1393
1 ^{er} octobre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au compte individuel et à l'en-voi de l'aperçu particulier de carrière (<i>Mon. 27 novembre 2003</i>)	1373	26 avril 2012. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution, en matière de pension des travailleurs salariés, de la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses (<i>Mon. 30 avril 2012</i>)	1394
12 juin 2006. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du Titre III, chapitre II de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte entre générations (<i>Mon. 22 juin 2006</i>)	1374	15 mai 2014. – LOI concernant la pension de retraite des travailleurs frontaliers et saisonniers et la pension de survie de leur conjoint survivant (<i>Mon. 28 mai 2014</i>)	1395
27 décembre 2006. – LOI-PROGRAMME (I) (<i>Mon. 28 décembre 2006; Err. Mon. 24 janvier 2007; Err. Mon. 13 février 2007; Err. Mon. 23 février 2007</i>)	1375		
9 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant augmentation de certaines pensions et attribution d'un bonus de bien-être à certains bénéficiaires de pensions (<i>Mon. 17 avril 2007</i>)	1376	Pensions complémentaires	
26 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'arrêté royal du 12 juin 2006 portant exécution du titre III, chapitre II de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte entre les générations (<i>Mon. 15 mai 2007</i>)	1377	28 avril 2003. – LOI relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (<i>Mon. 15 mai 2003; Err. Mon. 26 mai 2003</i>)	1396
29 juin 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant coordination de la législation réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (<i>Mon. 24 juillet 2007</i>)	1378	14 novembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles concernant le financement et la gestion de l'engagement de solidarité (<i>Mon. 14 novembre 2003</i>)	1409
29 juin 2007. – LOI réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré	1378	14 novembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les prestations de solidarité liées aux régimes de pensions complémentaires sociaux (<i>Mon. 14 novembre 2003</i>)	1410
26 juillet 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi coordonnée réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (<i>Mon. 17 août 2007</i>)	1379	14 novembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (<i>Mon. 14 novembre 2003</i>)	1410
		14 novembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'octroi d'avantages extra-légaux aux travailleurs salariés visés par l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et aux personnes visées à l'article 32, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o et 2 ^o du Code des impôts sur les revenus 1992, occupées en dehors d'un contrat de travail (<i>Mon. 14 novembre 2003</i>)	1415
		27 octobre 2006. – LOI relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle (<i>Mon. 10 novembre 2006</i>)	1416
		27 décembre 2006. – LOI-PROGRAMME (I) (<i>Mon. 28 décembre 2006; Err. Mon. 24 janvier 2007; Err. Mon. 13 février 2007; Err. Mon. 23 février 2007</i>)	1432
		12 janvier 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au contrôle prudentiel des institutions de retraite professionnelle (<i>Mon. 20 février 2007</i>)	1434
		25 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 306 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 (<i>Mon. 16 mai 2007</i>)	1438
		15 mai 2014. – LOI portant des dispositions diverses (<i>Mon. 19 juin 2014</i>)	1439

Assurés libres

6 mai 1963. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie au profit des assurés libres (*Mon. 8 mai 1963*)

Vacances annuelles

28 juin 1971. – LOIS COORDONNÉES Arrêté royal adaptant et coordonnant les dispositions légales relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés (*Mon. 30 septembre 1971*). 1443

27 mai 1952. – LOI modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951 et octroyant des vacances supplémentaires d'ancienneté (*Mon. 30 mai 1952*). 1448

30 mars 1967. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés (*Mon. 6 avril 1967; Err. Mon. 11 août 1967*). 1448

21 juin 1967. – ARRÊTÉ ROYAL modifiant l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande et fixant le taux d'une retenue à effectuer sur les pécules de vacances accordés à l'inter-vention de l'Office de compensation pour congés payés des marins (*Mon. 4 juillet 1967*). 1456

5 août 1971. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les attributions, la composition et les modalités de fonctionnement des comités paritaires de contrôle près les Caisses de vacances (*Mon. 1^{er} octobre 1971*). 1456

23 juin 1976. – LOI instaurant un pécule de vacances en faveur de certaines catégories de personnes (*Mon. 9 juillet 1976*). 1457

27 février 1981. – ARRÊTÉ ROYAL modifiant l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés et fixant, pour les travailleurs manuels et assimilés assujettis à la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, la rémunération fictive afférente aux journées d'inactivité assimilées à des journées de travail effectif par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés (*Mon. 4 avril 1981*). 1457

10 février 1986. – ARRÊTÉ ROYAL fixant pour les travailleurs manuels et assimilés assujettis à la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, la rémunération fictive afférente aux journées d'inactivité assimilées à des journées de travail effectif par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés (*Mon. 25 février 1986*). 1457

26 janvier 1987. – ARRÊTÉ ROYAL fixant pour les travailleurs manuels et assimilés assujettis à la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, la rémunération fictive afférente aux journées d'inactivité assimilée à des journées de travail effectif par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés (*Mon. 10 février 1987*). 1458

10 septembre 1987. – ARRÊTÉ ROYAL fixant pour les travailleurs assujettis à l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande, la rémunération fictive afférente aux journées d'inactivité assimilées à des journées de travail effectif par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés (*Mon. 29 septembre 1987*). 1458

9 janvier 1995. – ARRÊTÉ ROYAL fixant pour les travailleurs manuels et assimilés assujettis à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs la rémunération fictive afférente aux journées d'inactivité assimilées à des journées de travail effectif normal par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés (*Mon. 16 mars 1995*). 1458

24 octobre 1936. – ARRÊTÉ ROYAL modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins (*Mon. 31 janvier 1937*). 1459

7 février 1945. – ARRÊTÉ-LOI concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande (*Mon. 17 février 1945*). 1471

15 mai 2003. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 2 de l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande (*Mon. 19 juin 2003*). 1471

11 janvier 1958. – ARRÊTÉ ROYAL fixant, en ce qui concerne les anciens affiliés à la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge, ou leurs veuves, assujettis à l'assurance obligatoire en cas de maladie ou d'invalidité, les conditions d'octroi des prestations (*Mon. 22 janvier 1958*). 1475

10 avril 1958. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL d'exécution des statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins (*Mon. 10 juillet 1958*). 1476

9 avril 1965. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au Pool des marins de la marine marchande (*Mon. 19 mai 1965*). 1478

23 octobre 1965. – ARRÊTÉ ROYAL abrogeant l'article 51 de l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (*Mon. 13 novembre 1965*). 1488

4 janvier 1966. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL pris en exécution des articles 33, 34 et 41 de l'arrêté royal du 9 avril 1965 relatif au Pool des marins de la marine marchande (*Mon. 20 janvier 1966*). 1488

Ouvriers mineurs

25 février 1947. – ARRÊTÉ-LOI coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés (*Mon. 19 avril 1947*). 1490

15 octobre 1947. – ARRÊTÉ DU RÉGENT pris en exécution de l'arrêté-loi du 25 février 1947, coordonnant et modifiant la législation sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés (*Mon. 14 décembre 1947*). 1493

7 janvier 1960. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 2bis de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés (*Mon. 21 janvier 1960*). 1495

19 novembre 1970. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs (*Mon. 26 novembre 1970*). 1495

20 novembre 1970. – ARRÊTÉ ROYAL portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés (*Mon. 26 novembre 1970*). 1502

Travailleurs d'outre-mer

17 juillet 1963. – LOI relative à la sécurité sociale d'outre-mer (*Mon. 8 janvier 1964*). 1503

15 mars 1965. – ARRÊTÉ ROYAL délimitant le champ d'application de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer (*Mon. 23 avril 1965*). 1513

15 avril 1965. – ARRÊTÉ ROYAL portant mesures d'exécution de l'article 13 de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer (*Mon. 21 mai 1965*). 1513

15 septembre 1965. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la perception des cotisations du régime de la sécurité sociale d'outre-mer (*Mon. 10 novembre 1965*). 1513

22 février 1971. – LOI modifiant les lois du 16 juin 1960 et du 17 juillet 1963, relatives à la sécurité sociale d'outre-mer (*Mon. 16 avril 1971*). 1515

4 mai 1971. – ARRÊTÉ ROYAL portant mesures d'exécution des dispositions de l'article 34 de la loi du 22 février 1971 modifiant les lois du 16 juin 1960 et du 17 juillet 1963, relatives à la sécurité sociale d'outre-mer (*Mon. 23 juin 1971*). 1515

Chapitre III. Régimes spéciaux

Marins

6 juillet 1931. – LOI préparatoire à l'organisation des assurances sociales des marins de tous grades de la marine marchande (*Mon. 16 juillet 1931*) 1459

16 septembre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles un statut de reconnaissance nationale donne droit à une pension de retraite anticipée et non réduite en exécution de l'article 32 de la loi du 22 février 1971 modifiant les lois du 16 juin 1960 et du 17 juillet 1963, relatives à la sécurité sociale d'outre-mer (<i>Mon. 11 décembre 1971</i>)	1515
3 avril 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux prestations de soins de santé à charge de l'Office de sécurité sociale d'Outre-Mer (<i>Mon. 14 mai 2003</i>)	1516

PARTIE IX - TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS (STATUT SOCIAL)

Chapitre premier. Dispositions générales

27 juillet 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 38 organisant le statut social des travailleurs indépendants (<i>Mon. 29 juillet 1967; Err. Mon. 2 décembre 1967</i>)	1519
19 décembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants (<i>Mon. 28 décembre 1967; Err. Mon. 25 janvier et 17 avril 1968</i>)	1535
31 mars 1984. – ARRÊTÉ ROYAL n° 289 portant certaines mesures temporaires relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants en vue de la réduction des charges publiques et l'équilibre financier du statut social des travailleurs indépendants (<i>Mon. 7 avril 1984</i>)	1546
25 septembre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL n° 464 consolidant les mesures relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants (<i>Mon. 18 octobre 1986</i>)	1547
12 novembre 1987. – LOI portant certaines dispositions en matière de cotisations de solidarité, de cotisations de modération et de cotisations spéciales à charge des travailleurs indépendants (<i>Mon. 25 novembre 1987</i>)	1548
8 janvier 1988. – ARRÊTÉ ROYAL portant certaines mesures d'exécution en matière de cotisations de solidarité, de cotisations de modération, de cotisations de consolidation et de cotisations spéciales à charge des travailleurs indépendants (<i>Mon. 23 janvier 1988</i>)	1549
26 juin 1992. – LOI portant des dispositions sociales et diverses (<i>Mon. 30 juin 1992</i>)	1549
18 novembre 1996. – ARRÊTÉ ROYAL visant l'introduction d'une gestion financière globale dans le statut social des travailleurs indépendants, en application du chapitre I du titre VI de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions (<i>Mon. 13 décembre 1996</i>)	1550
18 novembre 1996. – ARRÊTÉ ROYAL instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants (<i>Mon. 13 décembre 1996; Err. Mon. 22 janvier 1997</i>)	1553
13 juillet 2005. – LOI concernant l'instauration d'une cotisation annuelle à charge de certains organismes (<i>Mon. 29 juillet 2005; Err. Mon. 14 septembre 2005</i>)	1555
10 août 2005. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de la loi du 13 juillet 2005 concernant l'instauration d'une cotisation annuelle à charge de certains organismes (<i>Mon. 17 août 2005</i>)	1556
3 décembre 2005. – LOI instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public (<i>Mon. 2 février 2006</i>)	1557
10 juin 2006. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le pourcentage annuel visé à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public (<i>Mon. 26 juin 2006</i>)	1557

21 décembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le pourcentage annuel visé à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public pour l'année 2007 (<i>Mon. 4 janvier 2007</i>)	1557
3 décembre 2007. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant le pourcentage annuel visé à l'article 3, alinéa 2, de la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public pour l'année 2008 (<i>Mon. 19 décembre 2007</i>)	1557
17 janvier 2006. – ARRÊTÉ ROYAL instaurant un régime de prestations d'aide à la maternité en faveur des travailleuses indépendantes et modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services (<i>Mon. 23 janvier 2006</i>)	1560
27 décembre 2006. – LOI-PROGRAMME (I) (<i>Mon. 28 décembre 2006; Err. Mon. 24 janvier 2007; Err. Mon. 13 février 2007; Err. Mon. 23 février 2007</i>)	1561
14 juillet 2009. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 2bis, alinéa 2, troisième tiret de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées, en application des articles 29 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions (<i>Mon. 5 août 2009</i>)	1561
22 janvier 2010. – ARRÊTÉ ROYAL accordant une allocation en faveur du travailleur indépendant qui cesse temporairement son activité pour donner des soins palliatifs à un enfant ou à son partenaire (<i>Mon. 5 février 2010</i>)	1562
19 mai 2010. – LOI portant des dispositions fiscales et diverses (<i>Mon. 28 mai 2010; Err. Mon. 1^{er} juillet 2010</i>)	1562
27 septembre 2015. – ARRÊTÉ ROYAL accordant une allocation en faveur du travailleur indépendant qui interrompt temporairement son activité professionnelle pour donner des soins à une personne (<i>Mon. 5 octobre 2015</i>)	1564

Chapitre II. Allocations familiales

24 juillet 1964. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant, en ce qui concerne les travailleurs indépendants, le montant de la gratification au-delà duquel l'apprenti cesse de bénéficier des allocations familiales (<i>Mon. 30 juillet 1964</i>)	1566
29 juin 1967. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL désignant le médecin chargé d'émettre un avis sur l'incapacité d'un enfant ayant atteint la limite d'âge dans le cadre de la législation en matière d'allocations familiales pour indépendants (<i>Mon. 12 juillet 1967</i>)	1566
29 mars 1976. – LOI relative aux prestations familiales des travailleurs indépendants (<i>Mon. 6 mai 1976</i>)	1566

Chapitre III. Assurance maladie-invalidité

20 juillet 1971. – ARRÊTÉ ROYAL instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants (<i>Mon. 7 août 1971</i>)	1567
27 juin 1972. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 89 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants (<i>Mon. 8 juillet 1972</i>)	1578
25 janvier 1973. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les cotisations dues par les personnes admises à l'assurance continuée dans le cadre de l'assurance contre la maladie et l'invalidité en faveur des travailleurs indépendants (<i>Mon. 24 février 1973</i>)	1578
20 décembre 2006. – ARRÊTÉ ROYAL instaurant les conditions d'octroi d'une allocation d'adoption en faveur des travailleurs indépendants (<i>Mon. 11 janvier 2007</i>)	1579

Chapitre IV. Pension de retraite et de survie

10 novembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 72 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (<i>Mon. 14 novembre 1967; Err. Mon. 25 janvier 1968</i>)	1581	24 décembre 2002. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 31 décembre 2002</i>). . .	1634
22 décembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (<i>Mon. 10 janvier 1968; Err. Mon. 4 avril 1968</i>)	1590	27 décembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la Pension complémentaire des Travailleurs indépendants et portant exécution des articles 45 et 80 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 (<i>Mon. 31 décembre 2004</i>)	1635
29 décembre 1967. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux droits des anciens colons dans le cadre du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (<i>Mon. 17 janvier 1968</i>)	1617	15 décembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les prestations de solidarité liées aux conventions sociales de pension (<i>Mon. 9 janvier 2004</i>)	1639
26 juin 1969. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles un statut de reconnaissance nationale donne droit à une pension de retraite anticipée et non réduite en qualité de travailleur indépendant (<i>Mon. 15 juillet 1969</i>)	1618	15 décembre 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les règles concernant le financement et la gestion d'un régime de solidarité, lié à une convention sociale de pension (<i>Mon. 9 janvier 2004</i>)	1639
27 février 1970. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux pensions de retraite et de survie de travailleur indépendant dont peuvent bénéficier les ressortissants des Etats-Unis d'Amérique (<i>Mon. 24 mars 1970</i>)	1619	23 décembre 2005. – LOI relative au pacte de solidarité entre les générations (<i>Mon. 30 décembre 2005; Err. Mon. 30 septembre 2008</i>)	1640
8 juillet 1970. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles certains prisonniers de guerre et certains prisonniers politiques bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale peuvent prétendre à une pension de retraite anticipée de travailleur indépendant (<i>Mon. 18 juillet 1970</i>)	1619	12 janvier 2007. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux conventions de pension complémentaire pour travailleurs indépendants (<i>Mon. 20 février 2007</i>) . .	1640
26 mai 1976. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles les bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale non invalides peuvent prétendre à une pension de retraite anticipée de travailleur indépendant (<i>Mon. 19 juin 1976</i>)	1620	25 février 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du titre II, chapitre I ^{er} , de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations (<i>Mon. 29 mars 2007</i>)	1642
2 juillet 1976. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions dans lesquelles les invalides civils de la guerre non titulaires d'un statut de reconnaissance nationale peuvent prétendre à une pension de retraite anticipée de travailleur indépendant (<i>Mon. 24 juillet 1976</i>)	1620	2 juillet 2009. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 2bis, de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées, en application des articles 29 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions (<i>Mon. 24 juillet 2009</i>)	1642
15 mai 1984. – LOI portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions (<i>Mon. 22 mai 1984</i>)	1621	26 mars 2014. – ARRÊTÉ ROYAL complétant le statut social des artistes et fixant les modalités d'octroi du visa artiste et de la carte d'artiste (<i>Mon. 17 avril 2014; Err. Mon. 16 juin 2014</i>)	1643
30 mars 1994. – LOI portant des dispositions sociales (<i>Mon. 31 mars 1994</i>)	1624	22 mai 2014. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 5 de la loi du 21 décembre 2012 portant modifications de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1 ^{er} , 4 ^o , de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne (<i>Mon. 6 mars 1997</i>)	1627
30 janvier 1997. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1 ^{er} , 4 ^o , de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne (<i>Mon. 30 avril 1997</i>)	1634	6 juillet 2016. – LOI accordant une prime à certains bénéficiaires d'une pension minimum et portant augmentation de certaines pensions minima, dans les régimes des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants (<i>Mon. 28 juillet 2016</i>)	1644